

La Journée internationale du Travail célébrée en grande pompe au Burundi

PANA, 01 mai 2020 Bujumbura, Burundi - De longs défilés des différentes catégories socio-professionnelles ont marqué la Journée internationale du travail au Burundi, « dans la joie, la paix et la sécurité », s'est félicité le l'Etat, Pierre Nkurunziza, dont c'était la dernière cérémonie avant de passer le moins un nouveau président à trois mois.

« Peu de pays ont pu organiser de telles manifestations », a-t-il renchérit, dans une allusion implicite à la pandémie de Coronavirus (COVID-19) qui confine le monde entier. « Dieu est avec nous », a-t-il expliqué, la situation exceptionnelle du Burundi, pour le moment, 15 cas de COVID-19 ont été officiellement confirmés, pour un décès lié aux "pathologies associées" et quatre guérisons. Les activités socio-économiques poursuivent leur cours normal, avec des fêtes, des marchés, des transports en commun, des lieux de culte et de loisirs ouverts au public. Evoquant les prochaines élections générales, le Président Nkurunziza a soutenu qu'elles seront "celles de la revanche sur les ennemis du pays". En 2015, la communauté internationale avait condamné sa réélection, en violation de la Constitution du pays. Actualité oblige, le thème central de l'Année 2020 de la Journée du 1er mai invite les Burundais à se mobiliser pour le succès des élections, sans perdre de vue que le travail prime sur tout. Après la finale électorale, les Burundais continueront à prouver le besoin de se nourrir, leur a-t-il ajouté en faisant un clin d'œil. Le 1er mai a été encore marqué par l'attribution des prix aux entrepreneurs qui font avancer le Burundi. Des enveloppes financières et des certificats d'honneur leur ont été décernés des mains du chef de l'Etat burundais. Dorcas Nkurunziza, le benjamin de la famille (17 ans) a été aussi primé pour les résultats scolaires jugés « excellents » par son père. Du côté des organisations professionnelles des travailleurs, les revendications ont surtout porté sur les libertés syndicales qui ne sont pas toujours respectées et reconnues au Burundi. Le président de la principale Confédération syndicale du Burundi (COSYBU), Tharcisse Garungu, a encore plaidé l'arrêt des licenciements abusifs dans certaines entreprises étatiques et privées, ainsi que la bonne gestion qui doit caractériser les institutions de sécurité sociale. L'accès à l'emploi doit aussi être subordonné à l'appartenance politique, notamment au parti au pouvoir.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});